

Actualité suisse

Les normes d'assistance de la Conférence suisse des institutions d'action sociale ont subi une profonde réforme. Ueli Tecklenburg, secrétaire général de la CSLAS, en explique les principes.

2-3

Social en images

Le cheval pour apprendre la douceur et l'autorité. C'est le sujet du dernier documentaire des Lausannois Frédéric Gonseth et Catherine Azad. Récit d'une randonnée dans l'Emmental de quatre pensionnaires d'un foyer pour enfants difficiles.

4

DOSSIER 20 ans de sida



20 ans de prévention du sida ... et de tabous

L'Aide suisse contre le sida estime qu'environ 20 000 personnes vivent aujourd'hui en Suisse avec le VIH/sida. Grâce aux trithérapies, une partie importante de cette population peut désormais mener une vie normale. Mais le secret et les tabous qui entourent ce virus pèsent encore très fort. La population migrante est particulièrement touchée. Les adolescents séropositifs aussi. Reportages et témoignages.

5-17

Chronique juridique

La Constitution suisse contient une liste de buts sociaux, mais elle ne garantit ni un toit, ni un logement. Retour sur la question des droits fondamentaux.

18-19

Actualité

L'entraide protestante suisse forme des médiatrices santé. A Genève, elle vont à la rencontre de femmes sans-papiers hispanophones et leur expliquent comment accéder à des soins.

20

Plume libre

La prévention du sida devient de plus en plus complexe, écrit le travailleur social fribourgeois Nicolas Cloux.

21

Social en lecture

22

Lu pour vous

23

Social Express

24-26

Agenda

27-28

La cité sans citoyens

On l'a vu en novembre, les déclarations tonitruantes du ministre de l'intérieur français Nicolas Sarkozy sur les « racailles » des cités – zones qu'il faudrait nettoyer au Kärcher – n'ont pas eu un effet apaisant. Des jeunes des banlieues ont vu rouge et les nettoyages ont en fait consisté à déblayer des cendres... Celles de plus de 6000 voitures, mais aussi de bus, d'écoles, de postes, d'entreprises, autant de symboles de la société publique et privée. Colère. Et consternation.



Essayons l'optimisme: si les Blacks-Blancs-Beurs pauvres des cités mettent le feu et caillassent c'est peut-être leur façon de dire qu'ils veulent participer à la société. Cette dernière ne leur en laisse pas l'occasion, estiment-ils. « Des citoyens français sont traités comme des citoyens de seconde classe », juge Tariq Ramadan¹. Et l'intellectuel suisse de fustiger le rappel incessant par les médias de l'origine étrangère des jeunes banlieusards – les jeunes issus de l'immigration –, alors qu'il s'agit de Français depuis deux ou trois générations!

« Nettoyer au Kärcher, mais qu'est-ce qu'il veut nettoyer exactement? », s'est aussi fâché le footballeur Lilian Thuram, équipier (noir) du onze français victorieux face au Brésil en 1998. L'homme vient de la banlieue et a réussi à en sortir. Mais une partie de la jeunesse des cités reste comme engluée. « Enfermés dans leur quartier, les jeunes en font leur territoire », décrit le sociologue français François Dubet². Or cette autarcie est pathogène. Ainsi un psychiatre de la section pour mineurs de la prison de Fleury-Mérogis, chargé d'accueillir des ados qui avaient participé aux émeutes, a-t-il évoqué à leur sujet une forme de « vide psychique et affectif »: conséquence d'une vie passée dans un milieu où l'ensemble des indicateurs favorables à un développement harmonieux sont au ras du béton. C'était sur France Culture, le 8 novembre.

Aujourd'hui, la crainte de certains Français est que l'émeute dégénère un jour en guerre civile, même si aujourd'hui, cette dénomination est ridicule. D'un goût plus douteux: la comparaison avec l'Intifada. Elle participe à exacerber l'exclusion, renvoyant au visage des jeunes toujours la même image: celle d'étrangers.

Au final, seul un effort global et massif de l'Etat, et des citoyens, autour et dans les cités – et avec les gens des cités –, pourra produire à moyen terme un effet d'intégration et donc un apaisement durable. Les discriminations au travail dont font l'objet les personnes issues des banlieues – en raison de leur nom, de leur couleur, ou simplement de l'appartenance à un quartier sensible – doivent également être combattues. Des entreprises françaises publiques et privées ont d'ailleurs décidé de s'associer pour lutter contre ce phénomène.

En Suisse, ce pays si calme par comparaison, des jeunes, interviewés au sujet des événements de novembre par *La Tribune de Genève*³ ont déclaré une certaine ... compréhension envers la violence de leurs pairs français. « Ils cassent pour se faire entendre », ont-ils dit à la presse. Aux Avanchets, cité située dans la périphérie immédiate de Genève, d'autres ados ont soufflé à la Radio Suisse romande que jamais des choses pareilles n'arriveraient dans leur quartier. La Suisse ne connaît pas de ghetto social, résumait en octobre passé *Repère social*, car la pauvreté ne s'y distribue heureusement pas selon un mode géographique et ethnique. Mais les feux de la France éclairent la nécessité qui existe chez nous de toujours maintenir « en lien » le plus grand nombre possible de citoyens. ■

Stéphane HERZOG

1) *Le Temps* du 10 novembre, pp. 17 et 18.

2) ib idem

3) *La Tribune de Genève* du 9 novembre, p.6.